



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de coordination des politiques interministérielles
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

ARRÊTÉ

**portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables
et de régulariser la situation administrative
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société PIERRU PISCICULTURES – Commune de Miraumont**

**LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 211-1, L. 511-1, L. 512-1 à 13, L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4725 ;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les piscicultures d'eau douce soumises à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement (rubrique 2130 de la nomenclature des installations classées) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 avril 2010 autorisant la société PIERRU PISCICULTURES à exploiter une salmoniculture avec une capacité maximale de production de 250 tonnes de poissons et un stockage de 10t d'oxygène liquide à Miraumont (80300), lieu-dit « Au Moulin » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'acte du 26 avril 2016 délivré à la société PIERRU PISCICULTURES concernant son projet de construction d'un bâtiment à usage de stockage de matériel et de véhicule en complément aux installations de la pisciculture exploitée à Miraumont (80300) ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 17 juin 2025, relatif au contrôle effectué le 1^{er} avril 2025 au sein des installations piscicoles de la société PIERRU PISCICULTURES situées à Miraumont, 10 rue du Moulin, transmis à l'exploitant par courrier du 17 juin 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté portant mise en demeure établi suite à la visite d'inspection précitée, transmis par courrier du 17 juin 2025, réceptionné le 19 juin 2025, à la société PIERRU PISCICULTURES afin qu'elle puisse faire part de ses observations dans le délai de quinze jours ;

Vu l'absence de réponse concernant la transmission du projet d'arrêté susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. A la date de l'inspection précitée, l'établissement situé à Miraumont, parcelles cadastrées section AE n°20, 22, 72, 73, 76, 78, 79 et exploité par la société PIERRU PISCICULTURES, est notamment classé sous :

- le régime de l'autorisation ICPE pour sa pisciculture d'eau douce dont la capacité annuelle de production est supérieure à 20 tonnes, en application de la rubrique 2130-1 de la nomenclature des installations classées ;

2. L'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, a constaté lors de sa visite du 1^{er} avril 2025, au sein de la pisciculture de la société PIERRU PISCICULTURES à Miraumont, les faits suivants :

- l'usage du bâtiment construit en 2016 a été modifié (prévu pour le stockage de matériel et de véhicule) et sert aujourd'hui à stocker des aliments en sacs et des produits de nettoyage et de traitement sans que ce changement d'usage ait été validé par l'autorité préfectorale ;
- la présence d'un ancien repère police de l'eau avec sabot du repère cote légal de retenue lié à l'ancien moulin (non lisible) fixé dans la maçonnerie avant la retenue en rive gauche, pour lequel il n'est cependant pas possible de vérifier la cote (repère non lisible) et dont le rattachement de la cote au référentiel NGF n'est pas confirmé ;
- des différences significatives sur les débits dérivés par la pisciculture au droit de la rivière Ancre entre les mesures réalisées par le syndicat des pisciculteurs Hauts de France et les estimations de l'exploitant basées sur la capacité des plateformes à jet (au moins 15% en 2024 et 2025) ;
- l'absence de rétention sous le stockage de carburant destiné au groupe électrogène (fûts métalliques) ;
- la présence d'un extincteur ABC de 6kg au lieu de 9 kg et installé à un endroit inaccessible pour assurer la protection du stockage d'oxygène ;
- l'absence de vérification périodique des installations électriques datant de moins d'un an ;
- le stockage de peroxyde d'hydrogène accolé au stockage de formol, présentant un risque de réaction chimique en cas de déversement accidentel sur la zone de stockage ;
- l'absence de clôture autour de l'installation d'oxygène ;
- l'absence de symboles de danger et de consignes au niveau du stockage d'oxygène ;
- la réalisation des prélèvements AVAL à un endroit différent de l'emplacement défini par l'arrêté d'autorisation ;
- le non respect de la fréquence de suivi des débits dérivés (supérieur à quinze jours) ;
- le non respect du programme de surveillance des rejets avec des fréquences de contrôles insuffisantes en étiage et hors étiage sur les paramètres NH_4^+ , NO_2^- , PO_4^{3-} et DBO_5 pour les années 2022 (9 mesures manquantes), 2023 (14 mesures manquantes) et 8 mesures manquantes en 2024, ainsi que le défaut de suivi du taux de saturation en O_2 en sortie de pisciculture entre 2022 et 2025.

3. À la date de l'inspection précitée, l'établissement situé à Miraumont, parcelles cadastrées section AE n°20, 22, 72, 73, 76, 78, 79, et exploité par la société PIERRU PISCICULTURES, n'a pas déclaré la modification de l'usage du bâtiment construit en 2016 conformément aux dispositions prévues par l'article R181-46 II du code de l'environnement et les articles 3 et 5.1 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2010 susvisés ;

4. Ainsi, à la date de l'inspection précitée, la société PIERRU PISCICULTURES à Miraumont ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2010 susvisé, et notamment les articles 3, 5.1, 10.2, 10.4, 16.2.1, 16.3, 17.2, 17.4, 18.2, 18.3, 20, 21, 25.1, 25.2 ;

5. Ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par les articles L511-1 du code de l'environnement et en particulier la santé, la sécurité et la protection de l'environnement ;

7. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions des articles L. 171-7 et 8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PIERRU PISCICULTURES de régulariser sa situation administrative par le dépôt d'un dossier complet et régulier de modification de ses installations et de respecter les prescriptions générales de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2010 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, et notamment la sécurité, la protection de la nature, de l'eau et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. - OBJET

La société PIERRU PISCICULTURES, dont le siège social est situé Moulin de Rogny à Rogny (02140), et gérée par Messieurs Guy et Laurent PIERRU, ci-après nommée l'exploitant, est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté pour ses installations piscicoles situées 10 rue du Moulin à Miraumont (80300).

ARTICLE 2. - DÉLAIS DE RÉGULARISATION DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE

Dans les délais définis ci-après à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de régulariser sa situation administrative :

- soit en déposant auprès de la préfecture de la Somme un dossier de modification complet et recevable conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement concernant la modification de l'utilisation du bâtiment construit en 2016 ;
- soit en conformant l'usage du bâtiment sus-évoqué à l'acte du 6 avril 2016, à savoir le stockage de matériel et de véhicules uniquement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des 2 options ci-dessus il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour la remise en conformité de ses installations à l'arrêté préfectoral d'exploitation du site, la remise en conformité est réalisée sous 3 mois ;

- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de modification, ce dernier doit être déposé dans un délai de 3 mois et devra notamment comporter les éléments suivants (liste non exhaustive) :
 - un courrier de notification à l'attention du Préfet de la Somme, précisant les modifications à régulariser, et en particulier la modification de l'usage du bâtiment construit en 2016 ;
 - des plans à jour des installations (plan « 100m » et plan à 35 m) précisant l'affectation des installations ;
 - un descriptif de l'utilisation du bâtiment dont l'usage a été changé et le respect des prescriptions générales afférentes à ce nouvel usage.

Conformément à la réglementation en vigueur, le dossier de régularisation sera déposé par voie postale auprès de la Préfecture de la Somme (51 rue de la république 80000 AMIENS) ou par voie électronique à pref-environnement@somme.gouv.fr.

ARTICLE 3. - PRESCRIPTIONS À RESPECTER SOUS 15 JOURS

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2010 susvisé et notamment de :

- Maintenir une distance suffisante entre les différents stockages de produits incompatibles entre eux conformément aux FDS des produits concernés (et notamment les rétentions de peroxyde d'hydrogène et de formol) ;
- Respecter la fréquence de suivi du débit dérivé (tous les 15 jours).
- Effectuer les prélèvements AVAL au point de prélèvement fixé par l'AP ;
- Respecter les fréquences du programme de surveillance des rejets en étiage et hors étiage pour les paramètres MES, NH₄⁺, NO₂⁻, PO₄³⁻, O₂ de fréquence en étiage et hors étiage des paramètres Procéder au suivi effectif du paramètre : taux de saturation en O₂ et à l'enregistrement du suivi dans le registre d'autosurveillance MES, NH₄⁺, NO₂⁻, PO₄³⁻.
- prendre les dispositions pour garantir une oxygénation suffisante des eaux rejetées avec notamment un taux de saturation en oxygène d'au moins 70 % en sortie de la pisciculture.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, à l'issue du délai précité, les justificatifs de remise en conformité prévus au présent article.

ARTICLE 4. - PRESCRIPTIONS À RESPECTER SOUS 3 MOIS

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 02 avril 2010 susvisé et notamment de :

- proposer une nouvelle méthode d'évaluation du débit dérivé afin d'estimer au mieux les débits dérivés et réservés ;
- disposer d'un repère de niveau légal lisible rattaché au référentiel NGF avec la côte définitive pour le barrage ;
- procéder à l'installation d'une rétention sous le stockage de carburant ;
- installer un extincteur à poudre ou à eau pulvérisée de 9 kg pour le stockage d'oxygène à un emplacement accessible pour permettre son utilisation en cas d'intervention sur un sinistre au niveau du stockage ;
- faire procéder à la vérification périodique des installations électriques par un organisme agréé (fréquence annuelle) et réaliser les travaux de mise aux normes le cas échéant ;
- Installer une clôture autour de l'installation comportant au moins une porte s'ouvrant vers l'extérieur, construite en matériaux incombustibles, totalement ou partiellement grillagée, d'une hauteur minimale de 1,75 mètre ;

- Apposer les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses ou aux règlements relatifs au transport de matières dangereuses.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, à l'issue du délai précité, les justificatifs de remise en conformité prévus au présent article.

ARTICLE 5. – SANCTIONS

Dans le cas où les obligations prévues aux articles précédents ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre de l'exploitant des dispositions prévues aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 6. – PUBLICITÉ

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Somme pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 7. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée devant le tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier, 80000 Amiens), dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou par le biais de l'application « télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 8. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Péronne, la directrice départementale de la protection des populations de la Somme et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PIERRU PISCICULTURES.

Amiens, le 11 AOUT 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Emmanuel MOULARD